

OTC

Ce matin, les forces armées azéries tentent à nouveau de progresser en direction de la frontière orientale de l'Artsakh

Ce samedi 26 mars, vers 11 heures, les unités des forces armées azéries ont de nouveau réalisé des attaques sur la frontière orientale de l'Artsakh qui est sous la responsabilité des troupes russes de maintien de la paix. Selon le ministère de la Défense de la République de l'Artsakh, l'armée azérie utilise des armes à feu de différents calibres pour tenter d'avancer ses positions.

« Les unités de l'Armée de Défense de l'Artsakh prennent des mesures adéquates pour arrêter l'avancée de l'ennemi. Des démarches sont en cours avec le commandement russe du maintien de la paix pour trouver des moyens de régler la situation. Le service de presse du ministère de la Défense de la République de l'Artsakh rendra régulièrement compte de l'évolution de la situation » a déclaré le ministère à Stepanakert. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

2- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91234

Les autorités de l'Artsakh mettent tout en œuvre pour que la partie russe ramène les troupes azéries à leurs positions d'origine

Les autorités de la République de l'Artsakh entretiennent un dialogue actif avec le commandement des troupes russes de maintien de la paix stationnées dans la

République afin que ces derniers puissent ramener les troupes azéries sur leurs positions d'origine. Rappelant ainsi la mission de ces forces de paix russes. Selon le Centre d'information de l'Artsakh, tous les efforts sont faits par Stepanakert afin que la partie russe prenne les mesures appropriées à tous les niveaux dans le cadre de sa mission pour ramener les troupes azéries à l'avant-poste du village de Paroukh dans la région d'Askeran, les positions du 24 mars avant leur avancée.

« Dans le même temps, les forces armées d'Artsakh prennent des mesures supplémentaires pour assurer la sécurité des villages voisins. Nous espérons qu'à la suite du travail diligent, la mission de maintien de la paix russe sera en mesure de résoudre les problèmes qui se sont posés sous son contrôle. Après s'être retirée du village, la population civile rentrera chez elle avec des garanties de sécurité supplémentaires » affirme le communiqué. Source Artsakhpress.

Krikor Amirzayan

3- Radio Free Europe

26/03/2022

<https://www.rferl.org/a/armenia-pashinian-putin-karabakh-escalation/31771614.-html>

Armenian PM Discusses Karabakh Escalation With Putin After Deadly Skirmish Reported

YEREVAN — Armenian Prime Minister Nikol Pashinian [**discussed with Russian President Vladimir Putin**](#) the latest escalation in Nagorno-Karabakh, where three ethnic Armenian soldiers were reportedly killed and several more wounded in clashes with Azerbaijani troops.

The ethnic Armenian soldiers were killed on March 25, authorities in Nagorno-Karabakh said, accusing Baku of violating a Russian-brokered cease-fire. Nagorno-Karabakh's military initially said two soldiers were killed and later raised the number of dead to three and 14 wounded.

Pashinian's press office said that during the phone call with Putin the two leaders discussed "the situation created after the invasion by Azerbaijani units into the zone of responsibility of the peacekeeping contingent of the Russian Federation in Nagorno-Karabakh."

Armenia and Azerbaijan fought a six-week war in 2020 over the long-contested enclave that claimed more than 6,500 lives.

The fighting ended with a Russian-brokered cease-fire under which Armenians ceded territories they had controlled for decades to Azerbaijan and Russia deployed a 2,000-strong peacekeeping contingent to the enclave.

"Prime Minister Pashinian raised the need to investigate the actions of Russian peacekeepers in the given situation and stressed that it is necessary that Russian peacekeepers demand that Azerbaijani armed forces withdraw to their initial positions," the transcript of the phone call released by the Armenian side said.

"The leaders of the two countries agreed to make efforts to resolve the crisis situation in Nagorno-Karabakh," it added.

The Kremlin did not immediately comment on the call.

Nagorno-Karabakh's military said that the situation in the east of the region remained "extremely tense" on March 25.

The Azerbaijani Foreign Ministry accused Armenia of attempting "to mislead the international community" by what it described as disinformation about the situation.

It said in a statement on March 25 that the only way of ensuring peace and stability in the region was a full implementation of signed joint statements, "including a full withdrawal from the region of the remaining illegal Armenian armed groups and the normalization of relations on the basis of international legal principles."

Ethnic Armenian authorities in Stepanakert said Russian peacekeepers had so far been unsuccessful in trying to achieve the withdrawal of Azerbaijani forces from the area of their responsibility.

They added that they still hope "decisive efforts by the Russian side" will make it

possible to achieve the withdrawal of the Azerbaijani troops and Armenian civilians will be able to return to their homes.

With reporting by RFE/RL correspondent Suren Musayelyan

4- Les Nouvelles d'Arménie

26/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91210

3 soldats Arméniens sont morts dans les affrontements d'hier en Artsakh tués par les drones turcs Bayraktar TB-2 utilisés par les Azéris

Davit Robert Mirzoyan (né en 1978), Ishkhan Serjik Ohanyan (né en 1994), Ararat Tosyan (né en 1990), 3 soldats engagés dans l'Armée de Défense de l'Artsakh ont été mortellement blessés à la suite des attaques lancées par l'ennemi azéri le 25 mars à la frontière orientale de l'Artsakh, notamment l'utilisation de drones turcs d'attaque Bayraktar TB-2.

Le ministère de la Défense de la République de l'Artsakh, a exprimé ses condoléances aux familles et proches de ces soldats tués lors de la défense du village arménien de Paroukh dans la région d'Askeran. Village qui est aujourd'hui occupé par l'ennemi, malgré la présence en Artsakh des forces de paix russes.

Krikor Amirzayan

5- Les Nouvelles d'Arménie

25/03/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91212

14 soldats d'Artsakh blessés, deux très gravement

Le défenseur des droits de l'homme de l'Artsakh Gegham Stepanyan a pris connaissance de l'état de santé des militaires blessés à la suite des actions du 25 mars de l'Azerbaïdjan à l'hôpital militaire de Stepanakert, rapporte ARMENPRESS Stepanyan a écrit sur sa page Facebook.

"Selon les informations vérifiées à l'heure actuelle, 14 personnes ont reçu des blessures de différents degrés. Les médecins évaluent l'état de 10 personnes comme étant léger, 1 comme modéré, 1 comme grave et 2 comme extrêmement grave.

Des conversations privées avec les blessés ont révélé que presque tous les cas de blessures ont été enregistrés en raison de l'utilisation de drones par les forces armées azerbaïdjanaises.

De telles actions contre le personnel militaire dans le contexte du cessez-le-feu doivent être considérées comme des crimes et des violations du droit humanitaire international. Les conversations privées avec les blessés ont montré que certains d'entre eux ont été délibérément pris pour cible par les drones alors qu'ils tentaient d'apporter les premiers soins à leurs amis blessés. Il est rapporté que la partie azerbaïdjanaise, alors qu'elle pouvait observer sans être gênée par les drones, a frappé au moment où une opération humanitaire était menée par le personnel militaire.

Dans les conditions de nettoyage ethnique systématique et d'actions génocidaires menées par la direction militaro-politique de l'Azerbaïdjan, les forces de défense de l'Artsakh exercent indiscutablement la légitime défense inscrite dans les documents internationaux pour garantir le droit à la vie et à l'existence du peuple de l'Artsakh", a écrit Stepanyan.

Armen Press

6- Les Nouvelles d'Arménie

25/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91211

L'Azerbaïdjan viole gravement les engagements de la déclaration

trilatérale du 9 novembre 2020 en attaquant l'Artsakh

Malgré les pourparlers de haut niveau, les forces de maintien de la paix russes stationnées en Artsakh ont réussi à seulement arrêter l'avancée des forces armées azéries dans le village de Paroukh de la région d'Askeran à ce stade, en tirant avec des armes de différents calibres. Déclaration du Centre d'information de l'Artsakh.

"Dans le même temps, cependant, nous soulignons que les forces de maintien de la paix russes n'ont pas été en mesure de résoudre le principal problème dans le cadre de leur mission, car les troupes azéries qui ont envahi le village de Paruukh dans la région d'Askeran et ses environs le 24 mars et restent encore sur place.

"Les autorités d'Artsakh expriment cependant l'espoir que grâce aux efforts décisifs de la partie russe, les troupes azéries pourront retourner à leurs positions de départ, et la population civile de l'Artsakh pourra regagner ses foyers » a indiqué le message diffusé par le Centre d'information de l'Artsakh.

Ce dernier rappelle que le ministère de la Défense de la République du Haut-Karabagh (Artsakh) a signalé que la partie arménienne comptait 2 soldats morts et 2 autres blessés la nuit dernière suite aux attaques de drones turcs de type Bayaktar par les forces azéries.

Stepanakert affirme que l'Azerbaïdjan viole grossièrement le plan des accords du 9 novembre 2020 avec la déclaration trilatérale signée par l'Azerbaïdjan, la Russie et l'Arménie. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

7- Euronews

25/03/2022

<https://fr.euronews.com/2022/03/25/des-ong-appellent-l-azerbaïdjan-a-retablir-l-approvisionnement-en-gaz-dans-le-haut-karabak>

Des ONG appellent l'Azerbaïdjan à rétablir l'approvisionnement en gaz dans le Haut-Karabakh

Tout juste rétablies après dix jours d'interruption, les livraisons de gaz ont de nouveau été suspendues le 21 mars, a dénoncé le ministre des Affaires étrangères de la république autoproclamée, Artak Beglaryan.

Il accuse les réparateurs azerbaïdjanais du gazoduc d'y avoir "*secrètement installé une valve*", permettant de couper l'approvisionnement du territoire enclavé.

Bakou a rejeté les plaintes arméniennes, le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères considérant ces accusations "*sans fondement*".

"*Les problèmes techniques rencontrés dans les gazoducs de la région en raison de conditions météorologiques sévères depuis plusieurs jours*" sont des outils "*de manipulation politique*" a dénoncé [la diplomatie azerbaïdjanaise dans un communiqué](#).

Des ONG appellent Bakou à "éviter une nouvelle crise humanitaire"

Malgré ces démentis, des organisations non gouvernementales ont pointé la responsabilité de Bakou, **l'ONG Freedom House** appelant l'Azerbaïdjan à "*prévenir une crise humanitaire en rétablissant l'approvisionnement en gaz sans entrave des habitants*" du Haut-Karabakh, qui ont "*enduré des semaines de températures glaciales sans chauffage ni eau chaude*".

Le directeur associé d'Human Rights Watch pour l'Europe et l'Asie centrale, Giorgi Gogia, a lui aussi souligné que "*pour la deuxième fois en deux semaines, les habitants du Haut-Karabakh se retrouvent sans chauffage par des températures glaciales à cause d'un gazoduc traversant le territoire contrôlé par l'Azerbaïdjan*".

"Des mesures urgentes sont nécessaires pour éviter une nouvelle crise humanitaire" a-t-il alerté en précisant que des écoles et de nombreuses boulangeries étaient dans l'incapacité de fonctionner, entraînant *"une grave pénurie de pain"*.

Mercredi, l'Union européenne a déclaré qu'il y avait *"un besoin urgent d'assurer une reprise immédiate des livraisons de gaz à la population locale affectée"*.

Paix précaire

Le cessez-le-feu signé sous l'égide de Vladimir Poutine, ayant mis fin à la guerre dans le Haut-Karabakh en novembre 2020, a mené au déploiement de soldats de la paix russes dans ce territoire majoritairement peuplé d'Arméniens.

Cette signature a contraint l'Arménie de céder à l'Azerbaïdjan des districts du Haut-Karabakh, ainsi que trois régions formant un glacis autour du territoire, désormais dépourvu de lien terrestre direct avec l'Arménie. Seul un corridor sécurisé par les forces russes lie le Haut-Karabakh à l'Arménie.

Depuis, Erevan et Bakou ne parviennent pas à s'accorder sur un traité de paix, l'Azerbaïdjan exigeant un contrôle total sur le Haut-Karabakh. L'Arménie, pour sa part, souhaite un règlement du conflit dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE, garantissant les droits et les libertés des Arméniens.

L'utilisation par Bakou du levier gazier *"montre clairement que la politique de l'Azerbaïdjan à l'égard des Arméniens du Karabakh est de rendre leur vie impossible sur leur propre terre"*, a affirmé le Premier ministre arménien Nikol Pachinian jeudi lors d'une réunion du gouvernement.

"L'Azerbaïdjan terrorise notre population pour que les gens partent du Karabakh", a dénoncé à l'AFP Loussiné Avanesian, porte-parole des autorités de la république auto-proclamée, non-reconnue par la communauté internationale.

Jeudi soir, les autorités arméniennes ont accusé les forces azerbaïdjanaises d'avoir violé le cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh, et d'avoir franchi la ligne de contact pour occuper la localité de Parukh.

Sans nier ce franchissement, Bakou a affirmé que les positions et les localisations

étaient "*en cours de clarification*" dans ce secteur. Le ministère azerbaïdjanais de la défense a dénoncé une "*hystérie*" de la part de l'Arménie, qui se livrerait à une "*exagération artificielle*" de la situation.

Par Stéphane Hamalian

8- Les Nouvelles d'Arménie

25/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91187

L'Arménie critique l'Azerbaïdjan pour ses « actions agressives » dans le Haut-Karabakh

L'Arménie a accusé l'Azerbaïdjan de poursuivre ses actions agressives à l'encontre des Arméniens du Haut-Karabakh, les autorités de facto de la région ayant signalé une avancée des troupes azerbaïdjanaises sur une section de la ligne de contact niée par Bakou.

Dans un communiqué publié jeudi en fin de journée, le ministère arménien des affaires étrangères a déclaré que « ces actions de Bakou mettent gravement en danger la stabilité et la paix régionales. »

Il a déclaré qu'en fin d'après-midi, les forces armées azerbaïdjanaises ont violé la ligne de contact avec le Haut-Karabakh dans la zone de responsabilité de la mission russe de maintien de la paix et ont pénétré dans le village de Parukh, dans le district oriental d'Askeran.

« Ces actions agressives de l'Azerbaïdjan démontrent une fois de plus que la Bakou officielle continue de violer grossièrement la Déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, selon laquelle les hostilités ont cessé, les parties se sont arrêtées sur leurs positions et les forces de maintien de la paix de la Fédération de Russie ont été déployées le long de la ligne de contact du Haut-Karabakh », a

déclaré le ministère arménien.

« Ces actions ont été précédées par l'interruption complète par l'Azerbaïdjan du seul gazoduc alimentant l'Artsakh [Nagorno-Karabakh - rouge.], le ciblage d'infrastructures civiles avec des armes de gros calibre, des menaces de terreur à l'encontre des Arméniens de l'Artsakh et d'autres mesures visant à un nettoyage ethnique. De plus, avec l'escalade drastique de la situation sécuritaire en Europe, ces actions de Bakou mettent sérieusement en danger la stabilité et la paix régionales », a-t-il ajouté.

Le ministère a déclaré qu'Erevan s'attend à ce que « la force de maintien de la paix russe dans la zone de responsabilité de laquelle la provocation a lieu prenne des mesures pour s'assurer que les troupes azerbaïdjanaises retournent immédiatement à leurs positions initiales et respectent les engagements pris dans le cadre de la déclaration trilatérale du 9 novembre ».

« Nous appelons la communauté internationale à évaluer clairement les actions provocatrices de l'Azerbaïdjan visant à saper le processus de paix et à soutenir les efforts pour établir la paix dans le Caucase du Sud et parvenir à un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh », a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères.

Les autorités du Haut-Karabakh ont déclaré tard jeudi que la situation dans les villages de Parukh et Khramort du district d'Askeran était sous le contrôle de la force de maintien de la paix russe.

« À la suite de négociations et de mesures supplémentaires visant à assurer la sécurité, l'avancée des forces armées azerbaïdjanaises a été stoppée pour le moment, mais l'adversaire ne s'est pas encore retiré sur ses positions initiales », a déclaré le quartier général de l'information du Haut-Karabakh, une agence affiliée au gouvernement de facto de la région.

Le ministère azerbaïdjanais de la Défense a démenti toute avancée de ses troupes « sur le territoire de l'Azerbaïdjan où le contingent russe de maintien de la paix est temporairement déployé. »

Dans un communiqué publié hier, il a déclaré que « les spécifications des positions et des emplacements ont lieu sur le terrain » et qu'« aucun affrontement ou incident n'a eu lieu. »

« Les médias arméniens exagèrent artificiellement la situation. L'objectif est de créer une atmosphère susceptible de provoquer une hystérie et d'induire le public en erreur. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter », a déclaré le ministère, cité par le site d'information azerbaïdjanais Haqqin.az.

Le ministère arménien de la Défense a indiqué jeudi en fin de journée que la

situation dans le Haut-Karabakh avait été évoquée lors d'une conversation téléphonique entre le ministre arménien de la Défense Suren Papikian et son homologue russe Sergey Shoigu.

« Sergey Shoigu a assuré que la situation était au centre de l'attention de la partie russe et que les mesures nécessaires étaient prises pour la résoudre pacifiquement », a déclaré le ministère arménien dans un communiqué.

Le Haut-Karabakh, région autonome de l'Azerbaïdjan soviétique, revendique son indépendance vis-à-vis de Bakou depuis l'effondrement de l'Union soviétique et une guerre séparatiste menée au début des années 1990, qui a également permis aux Arméniens de souche de gagner des territoires en Azerbaïdjan.

L'impasse avec Bakou a conduit à une autre guerre en 2020, au cours de laquelle environ 7 000 soldats et plus de 200 civils ont été tués. À la suite de cette guerre, les forces azerbaïdjanaises ont pris le contrôle de certaines parties du Haut-Karabakh, ainsi que de sept districts adjacents qui étaient sous contrôle arménien depuis 1994.

Quelque 2 000 soldats russes ont été déployés dans la région pour surveiller le cessez-le-feu à la suite d'une trêve négociée par Moscou.

par [Ara Toranian](#)

9- France Diplomatie (Ministère de l'Europe et des affaires étrangères) 25/03/2022

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/armenie/evenements/article/haut--karabagh-declaration-de-la-porte-parole-25-03-2022>

Haut-Karabagh - Déclaration de la porte-parole (25 mars 2022)

La France déplore les incidents survenus au Haut-Karabagh, notamment les incidents armés et les mouvements de troupe dans les régions Parukh et de Khramort. Elle demande que les forces qui auraient avancé se replient sur leurs positions initiales conformément à la déclaration de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Elle a également pris note avec inquiétude d'une nouvelle rupture d'approvisionnement en gaz des populations du Haut-Karabagh et demande que

soit rétablie la connexion permettant l'approvisionnement de ces populations. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a soulevé cette question lors de ses récents entretiens avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais et appelé à ce que l'approvisionnement puisse être rétabli dans les meilleurs délais, alors que les conditions météorologiques demeurent rigoureuses pour les populations vivant sur place.

La France est en contact permanent avec l'Arménie et à l'Azerbaïdjan pour promouvoir le dialogue et des avancées sur les différents sujets en discussion.

10- Les Nouvelles d'Arménie

25/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91209

La Fondation « Enseigner, Arménie » a collecté environ 5 millions de drams pour acheter des radiateurs électriques et les allouer aux écoles de l'Artsakh

Le 15 mars la Fondation « *Enseigner, Arménie* » dirigée par Larisa Hovhannisyan s'est rendue en Artsakh pour rencontrer le ministre d'État de la République de l'Artsakh, Artak Beglaryan, le ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports de la République d'Artsakh Anahit Hakobyan, ainsi que la population d'un certain nombre de villages frontaliers de l'Artsakh.

Au cours des réunions, la question de la réintégration des enseignants déplacés dans le processus éducatif, les moyens de surmonter la crise éducative due au manque de ressources humaines ont été discutés.

Le gouvernement d'Artsakh convient qu'il est nécessaire d'avoir une stratégie éducative en Artsakh, qui deviendra une vision pour le développement futur, sera une ligne directrice pour coordonner et organiser les processus éducatifs. La Fondation « *Enseigner, Arménie* » et le gouvernement arménien de l'Artsakh continueront à coopérer dans cette direction.

La Fondation « *Enseigner, Arménie* » a lancé une collecte de fonds, avec les investissements des bienfaiteurs. Environ 5 millions de drams arméniens -près de 10 000 dollars- ont été collectés pour acheter des radiateurs électriques et les allouer aux écoles de l'Artsakh.

« Enseigner, Arménie » a débuté ses activités en Artsakh en 2017, et actuellement 44 enseignants responsables vivent en Artsakh dans le cadre des programmes de la fondation.

En novembre 2020 la Fondation « *Enseigner, Arménie* » (Teach Armenia) a lancé son programme d'éducation d'urgence en réponse à la crise de l'éducation causée par la guerre de 44 jours en Artsakh. Pendant les six mois du programme, 60 spécialistes de Teach Armenia ont travaillé avec plus de 1 800 étudiants originaires de l'Artsakh poursuivant leurs études dans 75 écoles de sept régions d'Arménie et à Erevan. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

11- Le Courrier d'Erevan

24/03/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/nikol-pashinyan-adresse-une-nation-inquiete>

Nikol Pashinyan - adresse à une nation inquiète

En marge du Conseil des ministres de ce 24 mars, Nikol Pashinyan a tenu ce matin à s'adresser à la nation arménienne à une heure où la montée des tensions, qu'elles soient internationales ou régionales, l'une entraînant l'autre, placent l'Arménie, directement et indirectement, dans une position délicate pour ne pas dire préoccupante quant à sa sécurité, aussi bien territoriale qu'économique ou démographique, voire existentielle.

Par Olivier Merlet

Le premier ministre s'est exprimé sur plusieurs sujets, réagissant tout d'abord au [communiqué](#), hier, du ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, suite à la saisine des instances internationales par les autorités Arméniennes et

Karabakhtsis au sujet de la coupure de l'approvisionnement en gaz de la République auto-proclamée. [Ce communiqué](#), en substance, reprochait à l'Arménie son « *approche persistante et non constructive [...] [révélatrices] de ses véritables intentions* », lui recommandant de « *contribuer à la paix et à la sécurité régionales par le retrait du reste de ses forces armées dans la région* ».

Pour le premier ministre, les intentions de Bakou de provoquer dans la région une nouvelle crise humanitaire sont claires. Usant d'un même ton plutôt surprenant par rapport aux volontés d'ouverture pacifiste dont il se réclame par ailleurs, il n'a pas manqué au passage de vivement fustiger son opposition et ses prédécesseurs, avant de réitérer les différentes dispositions auxquelles il était favorable : retrait miroir, assorti de retraits locaux de certains points chauds - Yerask notamment - le long d'une frontière dont il réclame d'accélérer la démarcation, et à l'ouverture de communication régionales, dont il se demande si elles demeurent toujours d'actualité.

Abordant enfin les questions intérieures, notamment économiques, liées aux conséquences de la guerre en Ukraine et sociales, il a affiché sa confiance dans les performances économiques nationales, encouragées même par le récent afflux de ressortissants étrangers sur le territoire. Quant au volet social, après avoir justifié, par le nombre, l'augmentation du traitement des employés de l'état au détriment des salaires en général et des pensions, Nikol Pashinyan a fait part à ses compatriotes de sa plus vibrante compassion : « *vos douleurs sont dans nos cœurs, tous vos besoins sont dans nos esprits, tous vos rêves sont dans nos âmes* ».

(Le discours complet du Premier Ministre à lire en ligne)

12- Les Nouvelles d'Arménie

24/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91143

L'impasse Russie-Occident « complique » la médiation internationale sur le Karabakh

L'aggravation des tensions dans les relations entre la Russie et l'Occident au sujet de la guerre en Ukraine complique le travail des médiateurs internationaux sur la question du Haut-Karabakh, a reconnu mercredi 13 mars, le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan.

Lors d'une séance de questions-réponses avec les membres du gouvernement au Parlement, M. Mirzoyan a toutefois souligné que la communauté internationale continue d'envisager un règlement de la question dans le cadre du groupe de Minsk de l'OSCE, coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France.

« Les hostilités en cours en Ukraine ont fortement compliqué le travail des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE jusqu'au niveau des discussions conjointes, mais sur la base de certains signaux et messages très spécifiques que j'ai reçus des pays coprésidents et de nombreux autres pays, je tiens à réaffirmer que la communauté internationale continue de voir le règlement du conflit du Haut-Karabakh dans le cadre de la coprésidence du groupe de Minsk. Et cela est plutôt encourageant », a déclaré le haut diplomate arménien.

« Nous travaillons quotidiennement pour être en mesure d'organiser une discussion sous la coprésidence du [Groupe de Minsk], y compris avec les dernières propositions », a ajouté M. Mirzoyan.

Le ministre arménien des affaires étrangères a réaffirmé qu'Erevan ne voyait rien d'inacceptable dans la proposition en cinq points de l'Azerbaïdjan pour entamer des négociations autour d'un traité de paix avec l'Arménie. Il a répété que, dans le même temps, l'Arménie estime qu'elle « ne répond pas entièrement à l'agenda possible d'une paix globale entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. »

Bakou insiste sur le fait qu'un futur traité de paix avec Erevan devrait reposer sur cinq principes fondamentaux, dont la reconnaissance mutuelle de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun, la réaffirmation mutuelle de l'absence de revendications territoriales l'une envers l'autre et l'obligation juridiquement contraignante de ne pas formuler de telles revendications à l'avenir, l'abstention de menacer la sécurité de l'autre, la délimitation et la démarcation de la frontière avec l'établissement de relations diplomatiques et le déblocage des liaisons de transport.

Dans une récente interview accordée à l'agence de presse publique Armenpress, M. Mirzoyan a déclaré qu'il était vital pour la partie arménienne que « les droits

et libertés des Arméniens du Haut-Karabakh soient clairement garantis et que le statut du Haut-Karabakh soit enfin clarifié. » « Pour nous, le conflit du Haut-Karabagh n'est pas une question territoriale, mais une question de droits », a-t-il déclaré.

« L'un des points clés de nos propositions est que la question des droits et du statut des Arméniens du Haut-Karabagh reste pour nous une question de principe. Il est impossible de parler d'un ordre du jour complet tant que cette question n'y est pas discutée », a expliqué Mirozjan au parlement aujourd'hui.

Le 14 mars, le ministère arménien des affaires étrangères a déclaré qu'il avait demandé aux coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE d'organiser des négociations arméno-azerbaïdjanaises sur un traité de paix « sur la base de la Charte des Nations unies, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de l'Acte final d'Helsinki ».

Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que l'Arménie avait été informée par les coprésidents que ses propositions avaient été transmises à l'Azerbaïdjan. Il a toutefois précisé que Bakou n'a pas encore répondu aux propositions d'Erevan.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

13- RFI

24/03/2022

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20220324-haut-karabakh-regain--des-tensions-entre-l-arm%C3%A9nie-et-l-azerba%C3%AFdjan-autour-du-manque-de-gaz>

Haut-Karabakh: regain des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour du manque de gaz

L'ancien espace soviétique est en proie à des multiples tensions. Le ton monte à nouveau au Haut-Karabakh, dans le Caucase du Sud, où l'Arménie accuse l'Azerbaïdjan de priver la population de gaz.

Avec notre correspondant dans la région, **Régis Genté**

Outre la guerre en Ukraine, dans le Caucase du Sud, au Haut-Karabakh, région sécessionniste azerbaïdjanaise peuplée d'Arméniens qui a fait l'objet d'[une guerre de 44 jours fin 2020](#), [les tensions se sont ravivées](#) depuis deux semaines.

L'Azerbaïdjan, qui a repris le contrôle d'une grande partie des territoires autour du Haut-Karabakh au terme de ce conflit qui a fait plus de 6 500 morts, est accusé par la partie arménienne d'empêcher la population locale d'avoir du gaz.

Une crise humanitaire menace, alors que les températures dans la province montagnarde sont souvent bien au-dessous de zéro en cette fin d'hiver. Les peut-être plus de 100 000 habitants du Haut-Karabakh sont privés de gaz depuis le 8 mars.

Froid et chutes de neige

La partie arménienne, tant Erevan que les *de facto* autorités de la province sécessionniste, accusent l'Azerbaïdjan d'en être responsable ou du moins, d'avoir empêché les équipes techniques de réparer l'unique gazoduc qui alimente le Haut-Karabakh, après qu'il aurait été endommagé par un accident.

Le tube vient d'Arménie et passe à travers un district contrôlé depuis la fin 2020 par les forces azerbaïdjanaises. Le gaz est finalement revenu le samedi 19 mars, avant à nouveau d'être coupé deux jours plus tard.

Une seconde coupure qui, selon la partie arménienne, prouve la volonté de Bakou de faire pression sur elle, dans un contexte où les Azerbaïdjanais tenteraient de pousser leurs pions sur le terrain, tandis que les diplomates russes et leur contingent dit « *de paix* » sont moins actifs en ce moment, du fait de la guerre en Ukraine.

Le froid et les fortes chutes de neige qu'a connu la région obligent les habitants à recourir davantage à l'électricité, plus chère, ou à se faire livrer tant bien que mal des bonbonnes de gaz.

14- Le Matin (Suisse)

24/03/2022

<https://www.lematin.ch/story/larmenie-craint-une-catastrophe-dans-le-haut--karabakh-prive-de-gaz-351877330503>

Haut-Karabakh sans gaz, l'Arménie craint une catastrophe humanitaire

Erevan accuse Bakou de «pourrir» la vie des Arméniens résidant dans cette région azerbaïdjanaise en les privant de chauffage, afin de les «forcer à partir». L'Azerbaïdjan proteste.

L'Arménie a mis en garde, jeudi, contre une «catastrophe humanitaire» au Haut-Karabakh, région séparatiste azerbaïdjanaise soutenue par Erevan, dont l'approvisionnement en gaz, indispensable pour se chauffer, est suspendu. Entre 25'000 et 120'000 Arméniens vivent au Haut-Karabakh.

Les livraisons de gaz y ont été suspendues samedi, au lendemain de l'achèvement de travaux de réparation sur un gazoduc en provenance d'Arménie. Erevan accuse l'Azerbaïdjan de priver délibérément la population arménienne du Karabakh de gaz, des accusations rejetées par le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères comme «sans fondement».

Jeudi, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a averti que la région, confrontée à des températures particulièrement basses, était «au bord d'une

catastrophe humanitaire». «Cela montre clairement que la politique de l'Azerbaïdjan à l'égard des Arméniens du Karabakh est de rendre leur vie impossible sur leur propre terre», a-t-il affirmé, lors d'une réunion du gouvernement.

«Inacceptable et inhumain»

Selon la porte-parole des autorités séparatistes du Haut-Karabakh, Loussiné Avanessian, la population dépend de l'électricité et du bois pour se chauffer, et «les jardins d'enfants et les écoles ont été contraints de fermer». «L'Azerbaïdjan terrorise notre population pour que les gens partent du Karabakh», a-t-elle assuré. «C'est inacceptable et inhumain. Le monde doit réagir», a-t-elle dénoncé. Mercredi, l'Union européenne a déclaré qu'il y avait «un besoin urgent d'assurer une reprise immédiate des livraisons de gaz à la population locale affectée».

Peuplée majoritairement d'Arméniens, la région montagneuse du Haut-Karabakh, soutenue par Erevan, a fait sécession de l'Azerbaïdjan, à la chute de l'URSS, entraînant une première guerre dans les années 1990, qui a causé la mort de 30'000 personnes et fait des centaines de milliers de réfugiés. Un nouveau conflit a éclaté à l'automne 2020, faisant 6500 morts en six semaines. Il s'est soldé par une écrasante défaite de l'Arménie, contrainte de céder à l'Azerbaïdjan trois régions formant un glacis autour du Haut-Karabakh.

(AFP)

15- Eurasianet

24/03/2022

<https://eurasianet.org/ukraine-war-spurs-turkey-armenia-normalization>

Ukraine war spurs Turkey-Armenia normalization

Talks between the neighbors to reestablish diplomatic and trade links have taken on new urgency as Russia's invasion spooks the region.

[Ayla Jean Yackley](#)



Armenia Foreign Minister Ararat Mirzoyan and his Turkish counterpart Mevlut Cavusoglu meeting this month in Turkey. (photo: Turkish Foreign Ministry)

Russia's invasion of Ukraine has given fresh momentum to efforts by Turkey and Armenia to establish diplomatic relations, as the war is forcing countries in the

region to recalibrate their foreign policy priorities.

Armenia Foreign Minister Ararat Mirzoyan met his Turkish counterpart Mevlut Cavusoglu [on the sidelines](#) of an international conference in southern Turkey on March 12, the highest-level meeting between the two countries in a dozen years.

That was two months after the neighbors appointed special envoys to discuss [normalizing a relationship](#) embittered by Armenia's conflict with Turkish ally Azerbaijan and the century-old genocide of Armenians in Turkey during the Ottoman era.

"We will continue to work for the normalization of our bilateral relations without preconditions," Mirzoyan told reporters at the forum in Antalya. [Cavusoglu said](#): "We are working for stability and peace in the South Caucasus, and we see support for our efforts from all sides. Azerbaijan is especially pleased with the steps we are taking."

It was the first meeting between Turkey and Armenia's top diplomats since the [collapse](#) of a 2009 U.S.-brokered peace process. It represents a remarkable shift from 2020, when Turkey strongly supported Azerbaijan in the war against Armenia, supplying arms and mercenary soldiers. The war ended in an [Azerbaijani victory](#), in which it regained much of the territory in and around Nagorno-Karabakh that it had lost in the first war between the two sides in the 1990s.

In contrast to 2009, when it opposed normalization, Azerbaijan this time supports the rapprochement between Turkey and Armenia. Separately, Cavusoglu said Mirzoyan told him Armenia "wants to begin peace agreement negotiations with Azerbaijan." [He added](#): "Even just beginning talks will be an important step."

Since the 2020 ceasefire, [sporadic violence](#) still afflicts Nagorno-Karabakh, predominantly home to ethnic Armenians but internationally recognized as part of Azerbaijan, as well as the border between Armenia and Azerbaijani. But both Baku and Yerevan have indicated progress in recent weeks on [preparations for negotiations](#) on demarcating their border.

Russia's incursion into Ukraine in late February has given new urgency to [peace efforts](#) between Turkey, Armenia and Azerbaijan, analysts have said.

The Ukraine conflict has made “Russia more likely to flex its muscle in the post-Soviet space and gives Moscow less incentive to greenlight these processes” between Turkey, Armenia and Azerbaijan, Asli Aydintasbas, a fellow at the European Council on Foreign Relations, said at a March 14 briefing.

“Though never declared, they are pushing back against Russian influence in the area, with the understanding that normalizing relations and economic ties will make each other stronger in the Caucasus,” she said.

Already, 2,000 Russian peacekeepers are in Nagorno-Karabakh, a further expansion of Russia’s military footprint in the South Caucasus. Russia has long kept a military base in Armenia, which has largely [stood by its closest ally](#) during the Ukraine conflict, even as other former Soviet republics like Moldova and Georgia have been rattled by the [specter of a revanchist Russia](#).

Moscow’s lack of robust support for Yerevan during the war over Nagorno-Karabakh has revealed the risks of overdependence, and the Ukraine conflict has led some to worry that “the existential threat to Armenia is now from Russia,” said Richard Giragosian, director of the Regional Studies Center, a think tank in Yerevan. “In the event that Russia turns against normalization, [Armenia] wants to move even faster.”

Likewise, Azerbaijan President Ilham Aliyev worries about Russia playing the role of spoiler in the region, said exiled Azerbaijani rights activist Emin Milli, chairman of the Restart Initiative. “The situation in Ukraine has opened up a fear of Russia in Azerbaijan, giving it extra incentive to support [talks] between Armenia and Turkey.”

For its part, NATO member Turkey has walked a diplomatic tightwire between Ukraine and Russia, selling combat drones to Kyiv but refusing to sanction Moscow. It argues that its good ties with both countries puts it in an ideal position to facilitate a political resolution of the conflict.

“Russia has diminishing returns in letting this process go forward [especially] if Turkey were to pivot more to the West and NATO,” Aydintasbas said.

Despite the key role it played in the 2020 war, Turkey found itself [sidelined](#) by Russia in the South Caucasus after the end of the fighting. Improving ties with Armenia represents “a chance to regain a seat at the table in regional trade and

transport,” Giragosian said.

Cavusoglu’s meeting with Mirzoyan is part of a broader [diplomatic offensive](#) by Turkey as it seeks to repair relationships across its neighborhood, including with European Union countries, Israel, Egypt, the UAE and Greece. An aggressive foreign policy in recent years had left Ankara isolated and sanctioned by the EU and the U.S. Congress, but a severe economic slowdown has spurred President Recep Tayyip Erdogan to reach out to former foes.

For now, the talks between Turkey and Armenia are focused on accrediting ambassadors for each other’s countries, rather than re-opening embassies, and opening just two crossing points at the border for trucks and passengers, Giragosian said. More painful matters, especially reconciliation over the genocide of up to 1.5 million Armenians during World War I, remain a distant prospect. Turkey denies the massacres amounted to a genocide.

“If your ultimate goal is to open the border, you can do that. There must be an understanding from Ankara and Yerevan that this is a window of opportunity and they must move faster than they may be prepared,” Aydintasbas said.

Ayla Jean Yackley is a journalist based in Istanbul.

16- Marianne

24/03/2022

<https://www.marianne.net/monde/europe/turquie-erdogan-profite-de-la-guerre-en-ukraine-pour-relancer-le-debat-sur-ladhesion-a-lue>

Turquie : Erdogan profite de la guerre en Ukraine pour relancer le débat sur l'adhésion à l'UE

Par Hugo Romani

La Turquie compte bien profiter de la guerre en Ukraine pour relancer le processus de son adhésion au sein de l'UE. Erdogan mise sur sa position d'allié de l'OTAN pour influencer la décision de la Commission. Depuis 2005, Ankara attend de rejoindre l'union.

L'élargissement de l'Union européenne (UE) va-t-il se poursuivre en 2022 ? Mardi 22 mars, le président turc Recep Tayyip Erdogan déclarait attendre « *de l'UE qu'elle ouvre rapidement les chapitres des négociations d'adhésion et qu'elle entame les négociations sur l'union douanière sans céder à des calculs cyniques* ». Des négociations entre Ankara et l'UE sont en cours pour une éventuelle adhésion depuis 2005. Si l'économie turque est plutôt dynamique avec un taux de croissance de 1,8 % en 2020 - loin des 10 % de 2004 quand même - en pleine année de pandémie et un déficit à 1,9 % - en dessous des 3 % exigés par le Traité de Maastricht - le « reïs » turc se heurte à d'autres obstacles, notamment en termes de respect des droits de l'homme dans son pays.

Depuis le début de l'invasion russe, l'Ukraine, suivi par ses voisins moldave et géorgien qui se sentent menacés par l'expansionnisme russe, ont officiellement demandé à intégrer l'UE. Bruxelles semble plutôt défavorable à un élargissement, pourtant : six pays sont toujours dans l'antichambre. Ces dix dernières années, seule la Croatie a intégré l'Union européenne. Mais l'offensive russe en Ukraine modifie la donne. Membre de l'Otan et proche de l'Ukraine, la Turquie s'inscrit sur une ligne similaire à celle de l'Union Européenne.

Le politologue turc Ahmet Insel, professeur émérite de l'université de Galatasaray à Istanbul, y voit surtout une manœuvre politique. « *C'est une manière de montrer patte blanche en tant qu'allié du camp occidental et aussi en vue des élections prochaines préparer le terrain sur l'échec du processus d'adhésion en rendant les Européens totalement responsables du blocage* », estime-t-il. Le politologue rajoute néanmoins qu'« *Erdogan est condamné à jouer un rôle d'équilibriste bien malgré lui. Il ne veut pas rompre les relations avec la Russie, non seulement pour les livraisons de pétrole et de gaz, ou pour continuer à exporter vers la Russie mais aussi il craint les réactions de la Russie en Syrie, à Idlib, et en Libye où les deux pays sont dans les camps adverses* ».

Dérive autocratique

Les chances d'enclencher le processus restent maigres, cependant. En 2020, la Commission européenne, alors chargée d'étudier le dossier, déplorait dans un rapport que « *la Turquie a continué à s'éloigner de l'Union européenne, avec un sérieux recul dans les domaines de l'État de droit et des droits fondamentaux* ».

Cet éloignement ne date pas d'hier. Dès 2007, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel avaient clairement indiqué refuser l'adhésion de la Turquie au sein de l'Union européenne. Puis, explique Ahmet Insel, la défiance de l'UE « *s'est accélérée à partir de 2013 avec la répression du mouvement de contestation Gezi* », ce mouvement protestataire conduit entre autres par des écologistes pour s'opposer à la destruction d'un parc à Istanbul. « *Les contraintes de plusieurs chapitres de l'acquis communautaire, notamment le respect de l'État de droit, la transparence et la concurrence dans les marchés publics ont aussi poussé Erdogan à abandonner la poursuite du processus de réforme.* »

Une nouvelle étape a été franchie en 2016. Cette année-là, une faction au sein des forces armées turques tente de renverser le pouvoir en place : la répression qui s'ensuivra sera brutale. Dans la foulée, Erdogan modifie le système politique en place. Le régime parlementaire est abandonné au profit d'un exécutif présidentiel beaucoup plus fort. Le président turc peut désormais opposer un droit de veto à la loi votée par le Parlement mais aussi nommer 12 des 15 juges de la Cour constitutionnelle, ce qui lui offre un pouvoir judiciaire considérable.

Selon Ahmet Insel, cette réforme constitutionnelle a définitivement éloigné la Turquie de l'adhésion. « *La forte répression qui a suivi la tentative de putsch en 2016 et qui a visé bien plus loin que les putschistes ont mis fin dans la pratique au processus d'adhésion, détaille-t-il. La Turquie connaît depuis dix ans une dérive autocratique qui s'est accélérée après 2016 et qui a abouti à la mise en place d'un régime présidentiel sans la séparation des pouvoirs et avec la justice comme le bras armé de la répression. La Turquie aujourd'hui n'est pas un État de droit.* »

Difficile donc d'imaginer une entrée de la Turquie dans l'UE, en tout cas avec le régime actuel. « *Je pense que c'est inenvisageable à moyen terme, conclut Ahmet Insel. À long terme, évidemment on ne peut rien savoir. Avec Erdogan au pouvoir, la porte de l'UE restera bien fermée. S'il y a un changement de majorité lors des élections de 2023, le retour vers un régime démocratique prendra beaucoup de temps et les séquelles de l'autocratie seront difficiles et longues à nettoyer. L'atout principal de la Turquie était d'être un facteur de stabilisation dans la région mais cela a changé sous Erdogan. Idem pour son économie, elle reste énormément fragilisée par la politique de l'AKP.* »

17- Slate

24/03/2022

<http://www.slate.fr/story/225288/turquie-otan-guerre-ukraine-revirement-strategique-russie-diplomatie-erdogan-poutine>

La Turquie joue sa place dans l'OTAN avec la guerre en Ukraine

[Ariane Bonzon](#)

Alors que se tient à Bruxelles un sommet extraordinaire de l'OTAN ce jeudi 24 mars 2022, la guerre en Ukraine sera-t-elle l'occasion pour la Turquie de reprendre un tournant atlantiste, après deux décennies de relations tendues avec les États-Unis et l'Europe?

Cette [guerre en Ukraine](#) est l'occasion rêvée d'un revirement stratégique pour le président turc. [Vladimir Poutine](#) devenu «infréquentable», [Recep Tayyip Erdoğan](#) va reprendre un cap plus atlantiste: c'est en tout cas ce que veulent croire d'anciens diplomates et analystes turcs.

«Recep Tayyip Erdoğan est un politicien hors pair, il en est tout à fait capable», estime le géopolitiste [Yörük Işık](#), tandis que l'ancien ambassadeur turc [Selim Kunalp](#) rappelle que «les voltefaces ne lui sont pas étrangères après tout». Même l'écrivain [Orhan Pamuk](#), Prix Nobel de littérature, [évoque cette perspective](#): «Pour Recep Tayyip Erdoğan, la guerre en Ukraine est une excellente opportunité de prouver à l'OTAN et à l'Occident qu'il est un allié fidèle. Quoiqu'il ne le dise pas assez fort dans les journaux turcs de peur de perdre certains de ses soutiens islamistes, électeurs anti-Occidentaux.»

Or pour qu'il y ait un revirement stratégique atlantiste, il faut que le président turc réancre rhétoriquement, structurellement et militairement son pays dans

l'OTAN: l'Alliance est le cœur du réacteur atlantiste. Mais cela heurterait l'opinion publique, qui lui assure son soutien jusqu'à présent.

Le souvenir de la guerre froide

Ces personnalités turques fondent leurs espoirs sur le fait que l'histoire se répète, et qu'une re-bipolarisation, une nouvelle guerre froide, se met en place. *«La Turquie va être obligée de revenir en arrière, plus particulièrement aux années de l'immédiat après-guerre, et chercher le soutien des États-Unis et de l'Europe»*, juge Selim Kunalalp. [Sinan Ülgen](#) lui, rattaché au think tank Edam, estime que son pays sera de nouveau courtisé en raison de *«l'importance géostratégique de la Turquie pour les États-Unis et l'Occident, importance qui augmentera, comme dans les années de la guerre froide»*.

Après tout, l'ennemi n'est-il pas le même aujourd'hui qu'en 1952, lorsque la Turquie est devenue membre de l'OTAN? *«La Russie est de nouveau l'ennemie numéro un comme à l'époque de la guerre froide, encore plus agressive et imprévisible que l'Union soviétique de Staline»*, confirme Selim Kunalalp.

À une nuance essentielle près, rappelle [Gareth Jenkins](#), chercheur associé au Silk Road Studies Program: *«Durant la guerre froide, l'alliance entre la Turquie et les États-Unis reposait sur la peur du communisme, et ce sont les militaires turcs et américains qui en étaient la colonne vertébrale.»* Autrement dit, le communisme constituait un danger intérieur et une préoccupation politique quotidienne communs aux deux armées. Ce n'est plus le cas: le «danger» communiste a disparu et [l'influence de l'armée turque s'est effondrée en 2007](#).

La confiance est rompue dès 2003

De plus, l'entente turco-américaine, au fondement de l'engagement turc dans l'OTAN, est mal en point depuis un bon moment. Malgré une croyance répandue, ce n'est pas [l'achat de missiles russes antiaériens S-400](#) en 2019 qui a porté le coup de boutoir décisif à la relation entre les États-Unis et la Turquie. Selon Gareth Jenkins, il faut remonter à 2003, *«lorsque le Parlement d'Ankara a refusé à Washington l'autorisation de passer par la Turquie pour projeter ses forces en Irak, puis lorsque l'armée américaine a intercepté et détenu plusieurs membres des forces spéciales turques à Süleymaniye [en Irak du nord, ndlr]»*.

Les dégâts ont donc eu lieu au début du mandat de Recep Tayyip Erdoğan. Rien ne s'arrange la décennie suivante, car *«les États-Unis et la Turquie se retrouvent engagées dans ce qui constitue quasiment une guerre de proximité au nord de la Syrie»*, Washington s'y étant allié avec des combattants [kurdes](#) autonomistes du [PYD](#) et du [PKK](#), lequel est en conflit armé contre Ankara depuis les années 1980. Par la suite, le pouvoir turc développe une rhétorique anti-américaine systématique, accusant Washington d'être derrière la tentative du [putsch du 15 juillet 2016](#).

Le coup de maître de Poutine

C'est trois ans plus tard que Vladimir Poutine convainc Recep Tayyip Erdoğan d'acheter et d'installer des S-400 russes sur son territoire. Un coup de maître: *«Tout appareil de l'arsenal turc doit être “calibré” sur le radar de détection des batteries S-400, et aussi les F-35, s'ils avaient été livrés. Le système S-400 est donc avant tout un outil d'acquisition d'informations stratégiques»*, explique [Marc Pierini](#), chercheur associé à Carnegie.

Yörük Işık résume: *«Ainsi, Poutine domine les Américains, sabote les relations entre les États-Unis et la Turquie, affaiblit l'OTAN, le tout en empêchant le déploiement des F-35 sur le flanc sud de la Russie.»*

En effet, *«anticipant les sanctions américaines, Vladimir Poutine a réussi à priver la Turquie, c'est-à-dire aussi l'OTAN, de 120 appareils furtifs F-35 de dernière génération qui seraient bien utiles aujourd'hui en Mer noire»*, ajoute Marc Pierini, selon lequel *«la Turquie est désormais largement prisonnière de la stratégie militaire russe»*. D'ailleurs, Ankara ne participe pas au [déploiement militaire terrestre auquel procède l'OTAN actuellement](#), de l'Estonie à la Roumanie, ayant pour objet de rassurer les pays de la zone. Pas trace d'un seul drapeau turc.

Dès lors, quels que soient les gestes apparents d'apaisement de la Turquie (rapprochement avec Israël, la Grèce, l'Arménie, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite; dénonciation de l'invasion russe en Ukraine; vote aux Nations Unies condamnant l'agression et appelant au retrait des troupes russes; fermeture des détroits aux navires russes), la situation de la Turquie vis-à-vis de l'OTAN est figée.

La main tendue d'Erdoğan

Pourtant, assure Yörük Işık, «si l'OTAN décidait d'intervenir en Ukraine, la Turquie prendrait ses responsabilités. Elle se joindrait aux opérations, ce n'est même pas une hypothèse, c'est certain à 100%.» Le problème est que, selon certaines interprétations, la présence des S-400 russes sur le sol turc met l'architecture de défense de l'Alliance en danger, tandis que dans les couloirs de celle-ci, on voudrait être sûre que la Turquie ne penche trop du côté russe.

«Pour se garantir que la Turquie n'agisse pas trop favorablement à l'égard de la Russie, les États-Unis pourraient faire des concessions à l'égard d'Ankara -approuver la vente de quarante nouveaux F-16, par exemple. Mais Washington ne fera pas plus, considère Gareth Jenkins. Il n'y a aucune chance qu'elle lève [les sanctions CAATSA](#) liées à l'achat des S-400 russes, sauf si Recep Tayyip Erdoğan s'en débarrasse -ce qu'il ne fera pas car ce serait une humiliation politique à quelques mois des élections présidentielles et parlementaires en juin 2023.»

C'est ce qui permet d'éclairer l'information selon laquelle des responsables américains ont récemment suggéré à Ankara, de façon très informelle, de transférer son système antiaérien S-400 à l'Ukraine, et d'aider du même coup son voisin de la Mer noire bombardé par la Russie. Transfert irréalisable aujourd'hui, car il se heurterait à de nombreux obstacles techniques et politiques. Or du côté de Washington, toute volonté turque de revirement stratégique risque d'être mesurée à cette aune.

Alors, du côté turc, on s'inquiète que les alliés atlantistes ne saisissent pas l'occasion qui se présente: «Recep Tayyip Erdoğan veut vraiment procéder à ce virage, explique Yörük Işık, mais il doit faire face à un fort mouvement pro-russe au sein de l'État turc. Si l'Alliance ne répond pas à cette main tendue, ce sera fichu.»

18- Le Courrier d'Erevan

24/03/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/lue-accorde-500--millions-deuros-larmenie-pour-laider-developper-ses-petites-et-moyennes>

L'UE accorde 500 millions d'euros à l'Arménie pour l'aider à développer ses petites et moyennes entreprises

L'Union européenne va accorder à l'Arménie 500 millions d'euros pour l'aider à développer les petites et moyennes entreprises du pays. C'est ce qu'a déclaré lundi, le ministre de l'Économie, Vahan Kerobyan, lors d'une réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale sur l'intégration européenne.

La première tranche de 200 millions d'euros qui sera fournie par la Banque européenne d'investissement est déjà sur le point d'être mise en œuvre avec la Banque centrale d'Arménie. Des sous-programmes distincts seront consacrés à l'amélioration des infrastructures des PME et à l'investissement dans l'enseignement professionnel.

Un autre programme à mettre en œuvre avec l'aide financière de l'UE concerne le renforcement des capacités dans la région de Syunik. Un montant de 80 millions d'euros est prévu à cet effet, qui sera utilisé pour renforcer la capacité des infrastructures de la région. Un total de 120 millions d'euros sera mis à disposition pour le programme « Erevan vert ». L'objectif est d'utiliser cet argent pour acheter de nouveaux bus et appliquer d'autres technologies respectueuses de l'environnement. Le ministre a également souligné le programme de construction de nouveaux réservoirs d'eau, pour lequel les institutions européennes ont accepté de fournir 500 millions d'euros, et 300 millions d'euros supplémentaires pour le programme de transformation numérique. M. Kerobyan a rappelé que le total des investissements attendus de l'UE en Arménie au cours des cinq prochaines années s'élèvera à 2,6 milliards d'euros. Une partie de ces fonds peut être dirigée vers le secteur privé par l'UE et ne sera pas comptabilisée dans la dette publique. Il est également prévu que des fonds soient mis à disposition sous forme de subventions.

19- Les Nouvelles d'Arménie

24/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91173

L'Église arménienne est opposée à l'installation d'une statue géante de Jésus-Christ en Arménie

Le 23 mars, une réunion des membres du Conseil spirituel suprême de l'Église arménienne a été convoquée au Saint-Siège d'Etchmiadzine, au cours de laquelle, entre autres questions, l'initiative de Gagik Tsarukyan d'ériger une statue géante de Jésus-Christ en Arménie a été discutée.

Sainte Etchmiadzine a eu des discussions avec Gagik Tsarukyan sur le programme, l'informant sur les approches traditionnelles de l'Église apostolique arménienne sur la construction d'une statue.

Le Conseil suprême de l'Église arménienne a réaffirmé la position adoptée sur la question lors de la réunion élargie du 9 mars, en faisant la déclaration suivante :

"Le Conseil d'administration suprême apprécie hautement les services indéniables de construction d'églises de Gagik Tsarukyan, à travers lesquels il a grandement contribué à l'accomplissement de la mission de propagande de l'Église. Dans le même temps, l'Église ne considère pas acceptable l'érection d'une statue de notre Seigneur Jésus-Christ, considérant qu'elle ne correspond pas à la tradition iconographique et religieuse séculaire de l'Église arménienne.

La construction de la statue de notre Sauveur sur le principe des khachkars peut être considérée comme acceptable pour l'église.

Le Conseil d'administration suprême exhorte les auteurs et les participants de l'initiative à s'abstenir de projets qui contredisent la tradition de l'Église apostolique arménienne, à être guidés par des approches conformes à notre culture d'Église nationale, à nos principes ecclésiastiques et théologiques. » Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

20- Les Nouvelles d'Arménie

23/03/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91132

Le ministère arménien de la Défense confirme qu'il existe un lien spécial entre les ministères de la défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan affirme hetq.am

Le ministère arménien de la Défense confirme qu'il existe un lien spécial entre les

ministères arménien et azéri de la défense rapporte le site Hetq.am.

Récemment, la situation est assez tendue non seulement en Artsakh, mais aussi dans la partie sud-est de la ligne de contact arméno-azérie, à Nerkin Hand dans la région du Syunik au sud de l'Arménie, où la partie azérie a avancé ses positions.

Le 19 novembre 2021, le Premier ministre Nikol Pashinyan a eu une conversation téléphonique avec le président du Conseil européen Charles Michel. Un communiqué publié par le Conseil de l'Europe après la conversation téléphonique a indiqué qu'un accord avait été conclu pour établir un lien direct au niveau des ministres de la Défense arménien et azéri afin d'éviter des incidents.

Tenant compte de la situation récente, Hetq.am a adressé une question au ministre de la Défense Souren Papikyan, lui demandant de répondre si le lien spécial mentionné par Charles Michel a finalement été établi entre les ministres de la Défense d'Arménie et d'Azerbaïdjan, si oui, l'Arménie et la partie azérie ont-elles eu un contact direct avec cette connexion ?

Dans une réponse signée par le secrétaire général du ministère arménien de la Défense, Hamlet Batikyan, le ministère de la Défense d'Arménie a déclaré que le lien spécial susmentionné avait été établi entre les « *ministères azéri de la Défense et d'Arménie* » ajoutant qu'« *il est impossible de fournir des informations autres en raison de la sécurité des communications.* »

Le ministère arménien de la Défense a refusé de répondre sur les moyens de communication utilisés par les parties. S'agit-il du téléphone, de la vidéo ou d'un autre moyen ? Le ministère de la Défense ne mentionne pas non plus quand les parties se sont contactées pour la dernière fois, et au final, a-t-il été possible d'empêcher d'éventuels affrontements sur la ligne de contact entre les deux pays ?

Selon le ministère arménien de la Défense, « *la situation à la frontière de l'État de la République d'Arménie est stable* » et « *un travail conjoint avec les forces de maintien de la paix russes stationnées en Artsakh est constamment mené pour prévenir et régler les incidents dans les zones frontalières de l'Artsakh* ».

A la question des journalistes de News.am de savoir si la République d'Arménie continue d'être le garant de la sécurité de l'Artsakh, le ministère de la Défense a noté que « *le ministère de la Défense de la République d'Arménie et les forces armées de la République d'Arménie garantissent la décision du président de la République d'Arménie du 25 décembre 2007 liée à la sécurité nationale.* » *Tant*

dans la doctrine militaire que dans la stratégie de sécurité nationale, il est mentionné que l'Arménie est le garant de la sécurité de l'Artsakh. Il ne reste plus qu'à le mettre en pratique » indique News.am.

Krikor Amirzayan

21- Europe 1

23/03/2022

<https://www.europe1.fr/politique/info-e1-emmanuel-macron-pense-a-pantheoniser-missak-manouchian-4101117>

Emmanuel Macron pense à panthéoniser Missak Manouchian

Emmanuel Macron a le vent en poupe dans les sondages, toujours donné vainqueur de la présidentielle dans tous les cas de figure. Selon les informations d'Europe 1, le président sortant anticipe et imagine déjà le début de son prochain quinquennat comme avec ce souhait, celui de panthéoniser le poète et résistant arménien Missak Manouchian.

Selon les informations d'Europe 1, [Emmanuel Macron](#) projette déjà une nouvelle panthéonisation. Après [celle de Joséphine Baker en novembre dernier](#), le chef de l'État prévoit celle du poète et résistant arménien Missak Manouchian. Le président de la République y réfléchit très sérieusement. "Ce dossier est tout en haut de la pile", confirme un proche conseiller du président.

La patrie reconnaissante ?

Selon nos informations, le comité mobilisé pour le transfert des cendres de Missak Manouchian au Panthéon sera reçu très prochainement à l'Élysée. Cela fait plusieurs années déjà que de nombreuses personnalités et des responsables politiques et associatifs militent pour l'entrée de cette figure de la résistance sous la coupole.

Missak Manouchian, un Arménien, immigré en France en 1925, devenu chef des "Francs-Tireurs et Partisans - Main-d'œuvre Immigrée, résistants de la région parisienne", connu sous le nom de "Groupe Manouchian". Son visage et celui de ses camarades sont placardés sur l’Affiche rouge de la propagande allemande.

Le groupe Manouchian est fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Ce jour-là, Missak écrit une dernière lettre à sa femme : "Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement."

22- Les Nouvelles d'Arménie

21/03/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=91081

Selon Ararat Mirzoyan l’Azerbaïdjan détient encore 38 prisonniers Arméniens dont 3 civils

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a affirmé aujourd’hui que l’Azerbaïdjan détient actuellement 38 Arméniens en otage, dont 3 civils. Le chef de la diplomatie arménienne l’a déclaré lors de la séance du Comité permanent des relations extérieures de l’Assemblée nationale d’Arménie, une réunion qui avait pour mission d’approuver la décision du gouvernement arménien du 28 février 2022, un rapport « *Sur le processus de mise en œuvre et le rapport sur les résultats du gouvernement de la République d’Arménie (2021-2026)* ».

"Des prisonniers de guerre et des civils Arméniens sont toujours détenus illégalement en Azerbaïdjan. Et l’Arménie continue de soulever la question du retour immédiat des prisonniers de guerre, otages et autres détenus arméniens détenus en Azerbaïdjan en vertu de diverses normes internationales. L’Azerbaïdjan détient toujours 38 Arméniens, dont des prisonniers de guerre et d’autres otages. 3 sur les 38 sont des civils. Il est à noter que 2 des 38 ont été

faits prisonniers avant l'escalade du 16 novembre » a déclaré Ararat Mirzoyan.
Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

23- OC Media

21/03/2022

<https://oc-media.org/opinions/opinion-russias-war-could--spell-trouble-for-armenia-and-nagorno-karabakh/>

Opinion | Russia's war could spell trouble for Armenia and Nagorno-Karabakh

The invasion of Ukraine could see an isolated and resurgent Russia in the South Caucasus, which has troubling implications for the sovereignty of Armenia and the security of Nagorno Karabakh.

The Russian invasion of Ukraine completely changed the entire dynamic of Russo-Western relations in a matter of days. By launching its large-scale offensive against Ukraine, Moscow crossed a red line, becoming the target of unprecedented Western sanctions. The collective West has now adopted a policy of total isolation and exclusion towards Russia.

Moscow's revisionist actions along with major policy shifts in Western capitals will undoubtedly have serious implications for the entire South Caucasus and for Armenia in particular. Regardless of the outcome of the war, the world and the region will not be the same again.

The delegitimation of the Minsk group and Russian peacekeepers

The trend will have particularly significant repercussions for the mediation process of the Nagorno-Karabakh conflict.

The OSCE Minsk Group is the only internationally mandated format for mediating the conflict. However, it has been greatly marginalised in the aftermath of the 2020 Second Nagorno-Karabakh War due to the increased Russian role and Azerbaijan's reluctance to carry on with the format.

For many years, the Minsk Group (co-chaired by the US, France, and Russia) has been one of the few venues where Russia and the West have cooperated and not confronted each other. This no longer seems to be the case.

The Russo-Ukrainian war could be the last nail in the coffin of the Minsk Group. The West's new policy of total isolation of Russia as well as Moscow's aspirations to tighten its grip on the South Caucasus won't leave much space for the existence of such relics of the post-Cold War world order.

Another serious implication of the Russian invasion of Ukraine could be the gradual marginalisation and delegitimisation of the Russian peacekeeping mission in Nagorno-Karabakh. Several thousand Russian troops were deployed to the conflict zone as part of the agreement brokered by Russia to put an end to the 2020 war.



A Russian peacekeeping unit in Nagorno-Karabakh. Photo: Russian Ministry of Defence.

The attitude of key Western actors towards the peacekeeping force had been quite constructive before the invasion of Ukraine. There had been a clear understanding in the West that the presence of the Russian peacekeepers plays a positive and stabilising role in the conflict.

However, in light of the invasion, this approach might change. It is no accident that since the outbreak of the Russo-Ukrainian war, Azerbaijani state-affiliated media outlets and pro-government experts have been spreading baseless claims about the alleged deployment of some Russian troops from Nagorno-Karabakh to Ukraine.

For Armenia and the Nagorno-Karabakh Republic, this is an issue of existential importance. Without the presence of a permanent peacekeeping force in the conflict zone, Nagorno-Karabakh will face a grim prospect of ethnic cleansing and there seem to be no realistic alternatives to the Russian peacekeeping mission at present.

An ever more difficult balancing act

One of the biggest implications of the Russian invasion of Ukraine for the South Caucasus will be to further decrease Western influence in the region.

Russia and Turkey will most likely continue their pragmatic interaction with the South Caucasus, aiming to minimise the role of outside actors. This process started after the end of the Second Nagorno-Karabakh War with the creation of the 3+3/3+2 format (Russia, Turkey, Iran, Azerbaijan, Armenia and possibly Georgia) and will only intensify in the aftermath of the war in Ukraine.

The Russo-Western confrontation will also substantially shrink Armenia's room for manoeuvre in foreign policy issues.

The war is not over yet, but the first signs of this trend are already visible. Since the outbreak of the war in Ukraine, the Armenian leadership ha

...